



# PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



Le 2 décembre à Bruxelles  
Le 7 décembre à Liège  
Le 22 décembre dans tout le pays  
Ce n'est qu'un début  
Continuons le combat !

**Grève générale maintenant !**

p. 12



**Non au  
paiement  
de la dette !**

p. 4

ArcelorMittal :  
Ni rachat,  
ni indemnités :  
Nationalisation !

p. 3

SNCB :  
L'austérité accélère  
le démantèlement  
du service public.

p. 6

Luttons sans relâche  
contre les gouvernements  
des banquiers  
et de la troïka !

p. 7

## Il nous faut une grève générale, maintenant !

Le gouvernement Di Rupo vient d'être intronisé en grandes pompes par le Roi. Pourquoi nous fallait-il « un gouvernement », puisque ce sont les mêmes ministres qui géraient déjà « les affaires » à coups de recul salarial (AIP), de sauvetage bancaire (Fortis, Dexia), de guerre (Libye), de « construction européenne » (présidence de l'UE, gouvernance économique),... depuis plus de 538 jours ? Parce qu'il y avait urgence d'appliquer à fond les mesures d'austérité et qu'il fallait un « socialiste » pour essayer d'imposer ces mesures aux travailleurs.

Les apparences de démocratie parlementaire se sont révélées bien vides. Les prestations de serments désuètes n'ont été qu'une tentative grotesque de légitimer le plan d'« ajustement » que « Merkozy », le FMI et d'autres banquiers parasites avait déjà établi et que le prochain gouvernement belge devait appliquer : un plan qui entérine des décennies de recul de droits sociaux, de conditions de travail et de vie. En Belgique, ceux-ci n'ont pas placé un homme issu de leurs rangs à la tête du pays, comme cela s'est produit avec les remplacements de Berlusconi par Monti et de Papandréou par Papademos, tous venant de Goldman Sachs. Chez nous, une fois de plus, c'est le PS qui remplit ce rôle historique traître : c'est lui qui dirige l'« Union sacré » des trois piliers traditionnels pour appliquer le programme européen.

La fermeture d'ArcelorMittal est l'expression la plus claire de l'explosion de la crise économique dans notre pays : le tissu industriel liégeois est détruit et plus de 3000 travailleurs

se retrouvent sans emploi. Stage d'attente, contrôle des chômeurs, montant des allocations de chômage, accès au crédit-temps, durée de la carrière, prépension, pension : avec l'accord budgétaire fédéral et la réforme des pensions, l'attaque est générale. Si les perspectives de récession se confirment, l'ajustement mené par le gouvernement Di Rupo sera encore plus brutal et la colère sociale ne fera que croître. L'acuité de la crise a poussé à choisir un « socialiste » à la tête du gouvernement, comme Van Acker et Spaak après la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale. Quand les grandes guerres sociales se déclarent, la bourgeoisie fait appel au PS pour mieux défendre ses intérêts.

Mais après 538 jours de négociation et d'immobilisme syndical, les sommets syndicaux n'ont pas pu éviter de faire sortir leurs bases dans la rue. Le 02/12, plus de 75.000 travailleurs se sont rassemblés à Bruxelles pour dire NON à l'austérité, mais, pour Di Rupo, la volonté populaire ne vaut rien. Les immenses rassemblements de Bruxelles et de Liège n'ont été qu'un début : la force des grèves du 21-22/12 appelle clairement à une grève générale immédiate ! La question n'est plus de savoir si la colère de ceux qui sont spoliés de leur droit est bien réelle, la question est de savoir comment s'organiser pour mener un combat de classe que les directions syndicales cherchent sans cesse à reporter. Mettre en échec le plan d'austérité, ce n'est pas espérer quelques amendements généreux de Di Rupo : ce gouvernement anti-social n'a, de son propre aveu, rien d'autre à offrir que

le sacrifice des travailleurs avec l'illusion d'empêcher la ruine économique du pays. C'est se réunir autour de mesures alternatives, avec le non paiement de la dette comme seule base sérieuse de sortie de crise, dans la mobilisation, jusqu'à imposer un pouvoir populaire sur tous les biens de la société.

L'histoire de la crise de 1929 se répète : l'alternative capitaliste est de détruire des forces productives (infrastructures, ressources naturelles, humanité) pour ensuite relancer le taux de profit. Si ce n'est pas actuellement par une guerre mondiale, ce sera par une guerre sociale sans précédent, jusqu'à supprimer les derniers dispositifs de l'État-providence. Notre objectif est précisément inverse : sauver ces forces productives, sauver non pas l'avenir des banquiers mais celui des travailleurs et du peuple. La nationalisation de la sidérurgie doit faire partie d'un plan de sauvetage global, basé sur le partage du temps de travail sans perte de salaire, sur la revalorisation des allocations sociales et des services publics, sur l'expropriation des banques et leur nationalisation sous contrôle des travailleurs.

Sans attendre, mettons sur pieds des meetings sur les lieux de travail : que personne n'ignore les attaques historiques qui sont prévues dans l'accord de gouvernement et la réforme des pensions ! Il nous faut préparer concrètement la mobilisation de **la grève générale de 24 h, comme première étape vers une grève générale européenne !**



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III<sup>e</sup> Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV<sup>e</sup> Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Ni rachat, ni indemnité : nationalisation !

Le mardi 11 octobre, les salariés d'ArcelorMittal votent le retour au travail après huit jours de grève, fiers d'avoir obtenu des CDI pour les jeunes. Le lendemain, la direction de la multinationale annonce la fermeture de la phase à chaud liégeoise, et licencie d'un coup 581 travailleurs. En comptant la perte des emplois directs et indirects, 3000 travailleurs se retrouveront au chômage. De plus, avec la disparition de la phase à chaud, la phase à froid se trouve aussi menacée : sa fermeture entraînerait une perte totale de 10 000 emplois. C'est la logique du système capitaliste, pas celle des travailleurs.

En février 2006, Mittal, un des premiers groupes au monde dans le secteur de l'acier, parvient à mettre la main sur son principal concurrent, Arcelor, détenue en partie par la Région wallonne dont un certain Elio Di Rupo était alors Ministre-président. Lakshmi Mittal est le troisième homme le plus riche de la planète, grâce à l'extraction de la sur-valeur de quelques 175 000 travailleurs dans 14 pays, une « success story » d'un « pauvre marchand de ferraille indien » qui commence par le vol pur et simple des sites sidérurgiques du Kazakhstan lors de la restauration du capitalisme dans ce pays.<sup>1</sup> En l'année « de crise » 2008, ArcelorMittal a distribué 7 milliards de dividendes aux actionnaires, c'est-à-dire principalement à sa propre famille qui détient 88 % du capital. Cela ne l'a pas empêché de supprimer 1 500 emplois dans notre pays l'année suivante. En 2010, suite à une demande d'acier de nouveau croissante, ArcelorMittal relance la ligne à chaud dans le bassin liégeois, avec financement public et sans création d'emploi net : des salariés de la ligne du froid y sont transférés, sans toutefois être remplacés dans leur ancien poste. Pour cette même année 2010, ArcelorMittal n'a payé que 496 € d'impôt sur 1,39 milliards de bénéfices.<sup>2</sup>

Si la sidérurgie liégeoise est actuellement l'une des plus performantes du groupe Mittal, voire du monde,<sup>3</sup> c'est en imposant toujours plus de sacrifices aux travailleurs, qui ont accepté le gel de leurs salaires contre de promesses de « maintien de l'emploi ». Toutefois, quand le patron découvre qu'il peut gagner davantage en exploitant des travailleurs dans d'autres contrées, toutes ces promesses s'évaporent et il ferme des usines à Liège, sans état d'âme. Pas question toutefois de laisser fonctionner la sidérurgie

liégeoise sous d'autres responsables. C'est la loi de fer du capitalisme, la loi du profit : en s'en allant ailleurs, Mittal doit détruire la capacité de production à Liège, pour empêcher la concurrence.

La FGTB et la CSC proposent la nationalisation de l'entreprise pour maintenir l'emploi, calculant que cela coûterait 1 milliard d'euros. Mais considérant tous les avantages octroyés

26 octobre, 10 000 personnes s'étaient rassemblées venant des quatre coins du pays exprimer leur solidarité avec les travailleurs menacés de licenciement. « Nous sommes heureux d'être soutenus par des travailleurs d'autres secteurs et d'autres régions. C'est bien la preuve que le problème réside dans le système, pas seulement dans l'entreprise » disait Gino Russo, délégué FGTB d'Arcelor-Mittal.<sup>4</sup> Des sites en France d'ArcelorMittal sont également menacés et leurs travailleurs avaient également fait le déplacement jusqu'à Seraing pour soutenir les travailleurs liégeois.

Le 7 décembre, plus de 40 000 travailleurs ont répondu à l'appel de grève générale à Liège pour exiger le maintien de l'activité et dénoncer le « Full Mittal Racket ». Tous les sites d'Arcelor étaient en grève en Europe. C'est une marque de solidarité internationale contre une multinationale.

Le combat doit continuer avec comme objectif de maintenir l'emploi, maintenir l'activité sidérurgique à Liège, sans Mittal mais avec les travailleurs : nationalisation sans indemnisation, sous contrôle des travailleurs. Si le gouvernement et la région refusent, il n'y a qu'à occuper les sites d'ArcelorMittal et que les

travailleurs fassent redémarrer la production eux-mêmes ! Arcelor est à nous !

Ce combat montre le chemin pour vaincre, dans la guerre sociale déclarée par le capital : une lutte décisive, avec grève générale en Belgique aussi, comme dans d'autres pays d'Europe, préparant une grève générale européenne.

1 Voir Presse Internationale No 36, mars 2006

2 Bureau d'études du PTB

3 D'après le délégué FGTB métal, voir Syndicats no 18 25/10/2011

4 Solidaire 21/10/2011



Quand il s'agissait de lui offrir la sidérurgie liégeoise en 2006, Di Rupo prenait le thé avec Mittal. Le jour où ce patron annonce la fermeture, les responsables politiques se limitent à des larmes de crocodile en disant que « leurs pensées vont aux familles ».

(Dessin de Kroll, Le Soir 3/2/2006)

à Mittal et tout l'effort en termes d'années de travail investi par les travailleurs dans l'entreprise, il n'y a aucune raison de vouloir encore payer Lakshmi Mittal. Il faut simplement exproprier cette entreprise dont le patron ne veut plus, si ce n'est pour la détruire pour éviter qu'elle « fasse concurrence ». Il faut faire tourner la phase à chaud sous contrôle des travailleurs, qui s'y connaissent bien mieux pour fabriquer de l'acier que Lakshmi, sa famille et son staff d'experts en exploitation.

La réaction des travailleurs ne s'est pas faite attendre. Lors d'un premier rassemblement organisé en front commun à Seraing le

**Remboursement intégral par ArcelorMittal des aides et réductions d'impôt !**

**Expropriation d'ArcelorMittal sans indemnisation !**

**Nationalisation sous contrôle des travailleurs !**

**Grève générale européenne !**



## A qui profite la dette publique ?

*Quand Di Rupo défend son nouvel accord budgétaire et les « assainissements gigantesques » en disant que « notre talon d'Achille, c'est l'endettement », il ne fait que répéter les exigences de « l'Europe » formulées déjà lors du Traité de Maastricht dans les années 90 et imposées à l'époque aux travailleurs par Dehaene et son « Plan Global ». Mais quelle est donc cette « dette », et surtout, à qui profite-t-elle ?*

### La dette envers qui ?

L'Etat belge a des obligations de paiement à différents créanciers, avec des échéances au long des années à venir. Il devra, par exemple, payer les salaires à ses fonctionnaires tout au long de leur carrière, ainsi que les pensions. Et il y a aussi les dettes pour de l'argent qu'il a emprunté, dont les créanciers sont les banques et d'autres institutions financières, et pour laquelle il faut payer des intérêts et qu'il faut rembourser à l'échéance. Mais quand Di Rupo parle de « dette », il ne parle que de cette dernière : la dette envers les banques, la dette désignée comme « au sens du Traité de Maastricht ».

C'est de cette dernière dette que se soucient « l'Europe », les « marchés », Merkozy, Standard & Poors, etc. Pour la dette envers les fonctionnaires ou pour les pensions, « l'Europe » dit tout simplement aux gouvernements que, s'il n'y a pas d'argent, il suffit de **ne pas la payer** en entier. Il suffit de licencier une partie des fonctionnaires et de diminuer les salaires des autres. Et le gouvernement papillon recule l'âge des prépensions de deux ans, oblige les fonctionnaires à continuer à travailler autant d'années et réduit la dette qui reste (le montant des prépensions) moyennant un calcul qui nous est plus défavorable. Puis, ce faisant, il lui reste davantage d'argent pour payer la dette envers les banquiers.

### La dette envers les banques : un endettement structurel

Un ménage peut s'endetter pour acheter une maison, et ainsi étaler le prix à payer sur des dizaines d'années. Quand l'Etat constitue son Budget, il peut aussi prévoir plus de dépenses que de recettes et emprunter de l'argent pour couvrir ce déficit. En principe, il ne devrait avoir recours à cela que dans des cas extraordinaires. Un Etat qui se prépare à la guerre va s'endetter pour s'armer, prévoyant un butin suffisant pour pouvoir par la suite, après la victoire, rembourser ses dettes.

*La dette belge (% PIB)  
« au sens du Traité de Maastricht »*

Nous constatons toutefois que l'endettement des Etats dans l'Union européenne est devenu systématique depuis des années. En 1992, en vue de l'adoption d'une monnaie unique, le traité de Maastricht a essayé d'y mettre une limite : la dette ne peut pas dépasser 60 % du PIB et le déficit du budget (qui gonfle la dette) ne peut pas dépasser 3 % du PIB. Sans succès. Actuellement, si la dette de la Belgique approche les 100 % du PIB, l'Allemagne aussi a une dette publique de 84 % de son PIB, la France de 82 %. Et ces deux pays sont les premiers à dénoncer les autres de « vivre au-dessus de ses moyens » et de déclarer l'endettement d'un Etat comme un grand crime. Pour y voir plus clair, nous commençons par poser la question : « à qui profite le crime » ? Qui s'enrichit, au long de toutes ces années, en encaissant les intérêts de ces dettes.

### Les créanciers de la part du lion : la grande bourgeoisie

Pour combler un déficit ou pour renouveler des dettes anciennes qui viennent à échéance, l'Etat belge émet des « titres de dette », par exemple, des « OLO » (Obligation Linéaire / Lineaire Obligatie - 75 % de la dette « au sens du Traité de Maastricht »). L'Agence de la Dette confie ces OLO à une vingtaine de « dealers », des banques qui se chargent de les vendre. A qui ? Ce

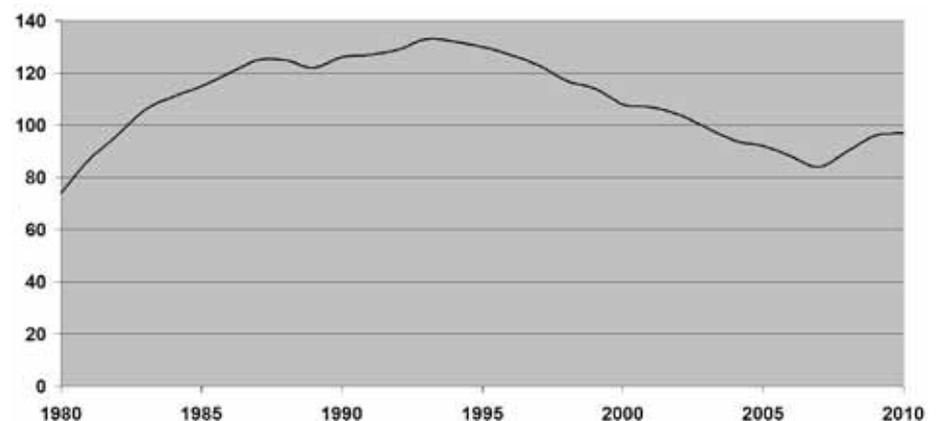


*Le 19 décembre, la FGTB dénonçait devant la Tour des Finances la rupture de contrat du gouvernement envers le modèle social.*

n'est pas pour monsieur-tout-le-monde. Cela se vend par tranches d'un million d'euros et chaque achat doit être d'au moins pour 10 millions d'euros.

Il y a aussi des titres destinés au grand public, les Bons d'Etat, que chacun peut acheter au guichet de sa banque, avec un moindre taux d'intérêt. Récemment, Leterme en personne est parvenu à dorer son blason avant de s'en aller à l'OCDE en faisant une promotion exceptionnelle de ces Bons, récoltant plus de 5,7 milliards d'euros. Le montant souscrit est toutefois encore, en moyenne, de 20 000 euros par client... Et s'il y a aussi parmi eux des petits épargnants qui mettent quelque part 500 euros à l'abri de l'inflation, tous les Bons d'Etat représentent moins de 3 % de la dette souveraine.<sup>1</sup> Même ainsi, les banques se sont plaintes de « concurrence déloyale » avec les OLO.

Contrairement aux fonctionnaires et aux futurs pensionnés, les créanciers de la dette souveraine ne sont donc pas clairement identifiés. On sait seulement qu'ils sont riches, très riches. Il s'agit des « investisseurs professionnels », des bourgeois, propriétaires des



grandes entreprises, qui se cachent dans la forêt des « marchés ». Ce sont eux qui se font payer de succulents intérêts, année après année.

Si bien on peut parler d'un « propriétaire » de ces titres (le créancier d'une dette), elles ne représentent pas une richesse matérielle (une maison, une usine...) mais une option sur une richesse encore à produire.<sup>2</sup> Le prix - et l'intérêt associé - est ainsi déterminé par l'appréciation concernant la concrétisation de cette richesse. Par exemple, les titres de la dette souveraine grecque ne valent aujourd'hui sur le marché que 40 % de leur valeur nominale (d'émission), car la production et la disponibilité de la richesse couverte est sérieusement mise en doute, à cause précisément de la lutte du peuple grec qui s'oppose au paiement de cette « dette ». Quand un bureau d'étude comme Standard & Poor's dit que les chances de se faire rembourser les titres de dette souveraine de l'Italie diminuent, les acheteurs de ces titres vont exiger un intérêt plus élevé.

Une première conclusion s'impose. Ces « dettes » sont une bonne affaire pour la grande bourgeoisie, c'est une façon de drainer les richesses produites par des millions de travailleurs, à travers la trésorerie des Etats. Pour la bourgeoisie et les politiciens à son service, le malheur n'est pas les dettes et ses intérêts. Et c'est là que le bat blesse. Ou plutôt, en termes plus scientifiques : c'est la lutte des classes.

### L'Etat au service de la bourgeoisie

Pour que la grande bourgeoisie récolte cette manne, il faut que les travailleurs de ces pays acceptent de payer. Les grands détenteurs de titres ont pignon sur rue dans les gouvernements. Et les gouvernements, au service de tout ce marchandage, doivent appliquer des « mesures d'austérité »<sup>3</sup> afin de remplir les caisses de l'Etat pour payer ce « service de la dette » (remboursements et intérêts), actuellement de l'ordre de 10 % du PIB pour notre pays.<sup>4</sup> Et quand le remboursement des titres ou le paiement des intérêts de la part d'autres pays est menacé, l'Etat va se charger de « sauver les banques ».

Les garanties offertes par l'Etat belge aux banques, par exemple, atteignent au total 55,7 milliards EUR (16 % du PIB) à la fin de 2010.<sup>5</sup>

Au fur et à mesure que la « crise » avance, la lutte de classes se durcit et la bourgeoisie va mettre en marche des mécanismes de décision moins démocratiques. Elle a besoin d'une « gouvernance » économique plus efficace qu'un « gouvernement ». Elle invente des institutions pour pouvoir décider d'un jour à l'autre que, par exemple, les Etats vont garantir la dette grecque à 50 %, alors qu'elle ne vaut que 40 % sur le marché. Il est prévu dans le Traité

*« Les marchés ont un nom. Ce sont les banquiers, le FMI et les gouvernements qui les soutiennent. Ces derniers ont sauvé la banque, ont donné des millions du Trésor aux banquiers et ont fabriqué la dette de l'Etat. Ce sont eux qui veulent maintenant que nous payons leur dette avec des coupes dans l'éducation et la santé, avec davantage de chômage, avec l'attaque aux pensions, avec la faim et la misère dont beaucoup de peuples sont victimes. La lutte doit continuer, car ce sont les capitalistes qui doivent payer cette crise. »*

(Discours le 15 octobre 2011 à Madrid de Ángel Luis Parras, membre de Cobas et de Corriente Roja)

de Lisbonne que les Etats ne peuvent pas faire appel à la BCE pour emprunter de l'argent. Mais les banques privées peuvent emprunter de l'argent à la BCE à un taux d'intérêt d'à peine plus que 1 %, de l'argent qu'ils prêtent alors aux Etats à des taux largement plus élevés, même pour les pays « sûrs ».

Dans ce concert des nations de l'Europe, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont offert « leurs bons offices » pour intervenir « avec la rapidité que les circonstances exigent ». Sarkozy l'a dit lui-même : « *Nous nous retrouvons aujourd'hui à devoir prendre des*

*décisions pour des pays pour lesquels nous n'avons pas été élus.* »<sup>6</sup>

### Les plans de sauvetage de la classe ouvrière

Face à ces « plans de sauvetage » des capitalistes et des banquiers sanguins, nous devons avancer un plan de sauvetage pour notre classe. Et, tout comme pour les « pays du Sud », ce plan doit prendre comme point de départ le non-paiement de cette dette souveraine, totalement illégitime. La seule facture des intérêts pour 2010 s'élève déjà à 11,5 milliards d'euros,<sup>7</sup> juste le « trou » que la « note Di Rupo » cherchait à combler. Le non-paiement de la dette souveraine permettrait de payer la dette légitime envers les travailleurs : aucun licenciement de fonctionnaires ni réduction de salaire, aucun prolongement de l'âge de la retraite ou de la prépension !

Ne pas payer la dette, cela signifie rompre avec l'euro et l'Union européenne. Les travailleurs devront alors imposer des mesures d'autodéfense telles que l'expropriation et la nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises stratégiques. Il faudra instaurer le monopole étatique du commerce extérieur et un contrôle strict de la circulation des capitaux. Bref, il faudra avancer vers une façon d'organiser la création de richesse dans l'intérêt de la grande majorité, le socialisme.

Nous y revenons dans d'autres articles de ce numéro. C'est une tâche pour notre classe qui ne peut être menée à bien qu'à échelle européenne, en renforçant la solidarité et l'unification des luttes dans les différents pays. La grève européenne d'ArcelorMittal est un bon exemple de cela.

1 C'était moins de 1 % au 31/10/2011. Voir [www.debtagency.be](http://www.debtagency.be)

2 C'est l'essence même du capital financier, tel que défini par Marx. Voir la brochure *L'économie capitaliste selon Marx* - 2009, sur le site de la LCT.

3 Voir Le Soir 21/11/2011 pour un aperçu des mesures d'austérité imposées dans les différents pays.

4 <http://www.cadtm.org>

5 [http://stabilityprogramme.be/fr/Balance\\_policy.htm](http://stabilityprogramme.be/fr/Balance_policy.htm)

6 Le Soir 02/11/2011

7 3,3 % du PIB - [www.nbb.be/belgostat](http://www.nbb.be/belgostat)

**Non aux plans d'austérité  
Non au paiement de la dette  
Non à l'euro et à l'Europe du capital**



## L'austérité accélère le démantèlement du service public

Dans son accord budgétaire, le nouveau gouvernement réduit de 253 millions la dotation du groupe SNCB (soit environ 9 % !). Alors que l'état de nos trains, des gares et du service est déjà largement insuffisant, les conséquences de cette coupe seront désastreuses. Les trois CEO eux-mêmes ont alerté Di Rupo qu'ils ne pourront plus respecter le plan de déploiement du système de sécurité européen ETCS et l'entretien du réseau.<sup>1</sup> Autrement dit, le gouvernement sabre sans état d'âme dans la sécurité des voyageurs. En fait, ce sont les conditions de travail et du service au public en général qui vont se détériorer à vue d'œil (nombre d'emploi, retards, suppressions de trains, de gares et de guichets, prix du billet, etc.). En conclusion, cette attaque accélère le démantèlement du chemin de fer public et ouvre la porte encore plus grande et plus vite aux entreprises privées.

### Pas de fatalité, ce sont des choix politiques

Saigner à blanc le transport ferroviaire est un choix politique. Quand on regarde un peu la gestion des budgets au sein de la société, on comprend vite que leurs intérêts sont loin d'être les nôtres. Et si cela ne tenait qu'à nous, nous trouverions vite où faire des économies.

La scission du chemin de fer en trois entités (SNCB, INFRABEL et SNCB-Holding) coûte 110 millions chaque année. Celle-ci n'apporte que lourdeur et problèmes de communication avec un impact direct sur les retards de train, mais leur raison est simple : c'était une étape « obligée » dans le processus de libéralisation. En 2011, ils ont dépensé 220 millions pour payer des consultants qui se font facturer à 1000 euros/heure pour ne pomper leurs renseignements que parmi les cheminots qui doivent perdre leur temps à leur répondre. Paradoxalement, le chemin de fer paie en général plus cher en sous-traitant ses activités qu'en les conservant en interne. Le but est d'offrir un bol d'air au secteur privé en cette période de



Dans les rues de Bruxelles le 2 décembre, les cheminots du Sud et du Nord du pays appelaient à résister avec les usagers pour la défense d'un vrai service public !

aux usagers et des conditions de travail. Dans cette lutte, l'unité avec les usagers d'une part et

les collègues cheminots européens d'autre part, qui subissent le même processus, est cruciale si on veut arracher des victoires.

crise économique. Et le comble, c'est que dans les nombreuses filiales, à mi-chemin entre le statut public et privé, ce sont les dirigeants SNCB qui organisent cette transition pour devenir les managers de leurs sociétés privées de demain. Le déficit de l'opérateur SNCB est une farce : depuis 2000, il y a 50 % de voyageurs en plus pour 10 % de personnel en moins, et le prix du billet n'a fait que croître... La vraie raison du déficit est qu'ils injectent l'argent public dans des filiales comme la SNCB-Logistics, au détriment de la SNCB qu'ils vouent à la faillite. De nouveau un choix politique !

**Nous pourrions facilement faire d'énormes économies en reformant une et une seule entreprise publique, gérée rationnellement par des statutaires, et agissant pour le bien du service offert au public.**

### SNCB-Holding : la prochaine bataille des cheminots

Dans leur accord de principe sur la SNCB de début novembre, les ex-négociateurs gouvernementaux ont planifié une « *une réforme des structures et une simplification organisationnelle du Groupe SNCB* ». Cette formulation vise clairement la SNCB-Holding, qu'ils veulent purement et simplement supprimer. Leur objectif est de couler cela dans le contrat de gestion 2013-2017. Autrement dit, ils veulent liquider l'employeur unique de tous les cheminots, liquider par ce biais le Statut unique, et scinder de manière absolue l'opérateur ferroviaire (SNCB) du gestionnaire de l'Infrastructure (INFRABEL) pour préparer la libéralisation du secteur *Voyageur National*.

La défense de la SNCB-Holding sera une bataille importante en 2012 contre le processus de libéralisation, pour la défense de la qualité du service offert

<sup>1</sup> www.lecho.be, 30/11/11 - Le groupe SNCB rejette le plan d'économie de Di Rupo

### Usagers cheminots : même combat !

Une rencontre historique entre des travailleurs du transport (SNCB et STIB) en front commun (CSC - CGSP) et des usagers (Inter-environnement Bruxelles, www.na-villeurs.be, etc.) s'est déroulée avec succès ce 22 novembre. Avec beaucoup d'attente de part et d'autre, il a été décidé d'accroître les liens entre les organisations présentes, de diffuser une information compréhensible au grand public sur la situation des entreprises publiques de transport et de créer ensemble un rapport de force et un réseau mobilisable, tout en appuyant également la nécessité de mener le combat commun à l'échelle européenne.

Cette première rencontre du genre est de très bon augure. Contre le message diffusé largement par les médias suivant lequel les grèves « prennent en otage les usagers », cette nouvelle initiative atteste le fait que la défense des conditions de travail dans ce secteur est intimement liée à la qualité du service aux voyageurs.

Une prochaine assemblée est prévue le 26 janvier pour entamer ce travail ambitieux et exemplaire.



## La crise dans l'Europe du capital

### Luttons sans relâche contre les gouvernements des banquiers et de la Troïka !

*Le monde est témoin d'une aggravation de la crise économique et politique dans l'Europe du capital, une crise historique qui fait partie de la faillite du système et des marchés mondiaux. La situation est si dramatique que l'existence, non seulement de l'euro, comme système monétaire unifié, mais aussi de l'Union européenne (UE) elle-même, comme projet politique, économique et stratégique de l'impérialisme local, est menacée. L'« État providence » européen tant vanté est en train de s'effriter sous nos yeux à une allure vertigineuse.*

L'aggravation de la crise sur le vieux continent se manifeste dans une escalade brutale des attaques contre la classe ouvrière européenne de la part des capitalistes et des banquiers internationaux, impliqués dans les plans bonapartistes d'ajustement et de colonisation appliqués par leurs gouvernements. D'autre part, la résistance organisée, mise en œuvre par les travailleurs, les jeunes et les peuples de cette partie du monde, ne cesse



*Faites payer les banquiers et les patrons ! Les travailleurs et les pauvres s'organisent pour riposter.*

Aux Etats-Unis, les plans d'austérité d'Obama représentent des coupes pour 4000 milliards de dollars.

de croître, dans le contexte d'une véritable guerre sociale déclenchée par l'impérialisme pour sortir de sa crise en imposant un recul historique aux droits et aux conditions de vie du prolétariat et des peuples d'Europe. Comment peut-on renforcer les réponses que notre classe est en train de mettre en œuvre ? Comment peut-on les rendre plus efficaces ? Quelle issue la classe ouvrière doit-elle opposer aux plans de famine et de colonisation de la Troïka et de l'impérialisme ?

#### L'économie européenne ralentit et la récession pointe à l'horizon

Dans un rapport publié récemment, la Commission européenne elle-même (CE) – qui intègre la dénommée Troïka avec la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI – parle d'une menace spécifique de récession dans la zone euro, au vu de la stagnation de l'économie dans plusieurs pays de l'UE.

La CE prévoit un fort ralentissement du PIB dans l'ensemble de l'Europe, annonçant une croissance de seulement 1,5 % en 2011 et de 0,5 % l'année prochaine. Olli Rehn, le commissaire

européen aux Affaires monétaires, annonce dans le document de la CE « que la croissance s'est arrêtée en Europe et que nous pouvons entrer dans une nouvelle phase de récession ». D'autre part, on prévoit que la dette publique pour la zone euro sera de 88 % du PIB cette année, passera à 90,4 % en 2012 et atteindra 90,9 % en 2013.

Dans ce contexte, le cas de la Grèce est effrayant. On prévoit carrément pour l'économie de ce pays une récession de -5,5 % du PIB, alors que la dette publique atteindra 162,8 % du PIB en 2011, 198,3 % en 2012 et 198,5 % en 2013.

En Italie, entrée récemment dans ce qu'on appelle la « zone de secours », on annonce une croissance pratiquement à l'arrêt : 0,5 % du PIB en 2011 et 0,1 % en 2012. La dette extérieure italienne représente 121 % du PIB.

Ce processus de ralentissement économique européen affectera aussi les États les plus puissants de l'UE, comme l'Allemagne, où la croissance ne devrait être que de 2,9 % du PIB en 2011 pour descendre à 0,8 % en 2012. Il en est de même pour la France, avec une croissance de 1,6 % en 2011 et

de 0,6 % en 2012. Le Royaume-Uni ne fait pas exception à cette réalité, avec des pourcentages de seulement 0,7 et de 0,6 pour les mêmes périodes de prévision.

#### La guerre sociale s'aggrave

Les capitalistes et les banquiers – à travers leurs gouvernements et leurs parlements – mènent une guerre sociale contre la classe ouvrière d'Europe. Il ne s'agit pas du risque de perdre telle ou telle conquête, mais de la possibilité concrète d'un recul historique dans le niveau de vie et dans toutes sortes de droits du prolétariat ayant la plus longue tradition de lutte de l'histoire. Nous parlons d'un objectif et de la possibilité réelle que plusieurs pays – ceux qui composent les maillons capitalistes les plus faibles d'Europe – reculent à un niveau similaire à celui des semi-colonies.

Dans le cadre de ce terrible conflit entre les classes, les classes dirigeantes vont jusqu'à piétiner les apparences de leur propre fausse démocratie (bourgeoise) et appliquent des mesures bonapartistes : elles imposent carrément des gouvernements et mettent en place des représentants et des majordomes du FMI, de la Troïka, de Merkel et de



Sarkozy, comme c'est le cas en Grèce et en Italie.

Les classes dirigeantes ont une vision claire et totale sur le fait que, dans cette crise, quelqu'un doit perdre. Et elles veulent que nous soyons les vaincus. Elles veulent sortir de leur crise au prix de notre misère, de la faim de nos familles, de la perte de nos logements et de nos acquis en matière d'éducation, de santé et de droits du travail. Nous, ceux d'en bas, nous devons avoir la même notion de la gravité de la situation. Ce sera eux ou nous. Cette prise de conscience commence à prendre forme, bien qu'inégalement, dans les luttes et les mobilisations qui ont lieu dans plusieurs pays. Notre cri de guerre est, aujourd'hui et demain : que les capitalistes payent la crise !

## La crise politique dans l'UE et la colonisation des maillons les plus faibles

Il y a eu récemment un changement de gouvernement en Grèce et en Italie. Georges Papandréou et Silvio Berlusconi sont tombés en disgrâce et ont été remplacés respectivement par Lucas Papademos, à Athènes, et par Mario Monti, à Rome. Ces nouveaux personnages sont des agents directs, des contrôleurs de la Troïka, comme nous le verrons plus loin, avec comme seule mission expresse d'appliquer à la lettre le dictat des banquiers.

Le processus de « latino-américanisation », à l'agenda de certains pays d'Europe, commence aussi à se manifester dans la perte de souveraineté politique. Dans le cas de la Grèce, le remplaçant de Papandréou, Lucas Papademos, est un technocrate qui fut vice-président de la Banque centrale européenne et gouverneur de la Banque de Grèce. Le nouveau Premier ministre et ministre de l'Économie en Italie, Mario Monti, est un économiste de renom dans les institutions

impérialistes européennes et les banques étasuniennes. Pendant dix ans, il fut commissaire au Marché intérieur de la Commission européenne et conseiller de la puissante banque d'investissement Goldman Sachs. Son « gouvernement d'experts techniques » se compose de treize « technocrates » qui, en réalité, sont des représentants des banquiers. Corrado Passera, le nouveau ministre du Développement, de l'Infrastructure économique et des Transports et Télécommunications, en fait partie. C'est un agent direct de la Banque Intesa Sanpaolo, une entité avec des intérêts dans des sociétés telles que Telecom et Alitalia.

Par ces changements, la Troïka montre qu'elle ne se contente pas de gouvernements faiblards qui traînent les pieds pour mettre en œuvre son dictat contre les peuples européens. Elle maintient les gouvernants en place comme des fusibles, selon leur capacité politique de faire approuver les plans et d'avancer en profondeur dans la guerre sociale au cout politique et social le plus bas possible. Si un fusible ne fonctionne plus, elle le change sans état d'âme.

Nous assistons à des événements qui semblaient encore inimaginables il n'y a pas si longtemps. Dans ces pays d'Europe, nous voyons des processus de colonisation non seulement économique mais aussi politique. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point. La caractérisation est qu'il s'agit de gouvernements mis en place directement de haut en bas, téléguidés sans réserve à partir des bureaux de la Troïka pour mettre en œuvre ses plans. Papandréou n'est-il pas tombé, suite à la simple menace d'un référendum sur la mise en œuvre des plans imposés par la Troïka ?

En réalité, ces régimes démocratiques bourgeois, confrontés à l'impact de la crise et à la polarisation, se tournent vers des élections qui ne décident rien ou qui acceptent même des présidents désignés « d'office ». En Espagne, par exemple, les élections du 20 novembre n'étaient pas pour décider de la politique du pays, loin de là. Il s'agissait d'essayer de « légitimer » le futur administrateur des plans conçus et convenus antérieurement avec la Troïka. Ainsi,

quel que soit le résultat des élections, les seuls gagnants, décidés d'avance, seront les banques. Au Parti Populaire, il ne reste plus qu'à appliquer le plan économique du secteur bancaire européen.

Les mots d'ordre démocratiques de la souveraineté nationale – contre l'axe Etats-Unis–Allemagne–France–Troïka qui favorise la colonisation de plusieurs pays les plus faibles d'Europe – gagnent en force dans ces pays. Comme en Amérique latine ou dans d'autres semi-colonies, la dénonciation et la lutte sont à l'ordre du jour, pour l'expulsion du FMI et des banques allemandes et françaises de pays comme la Grèce, l'Italie, l'Irlande et d'autres qui sont en train d'être totalement soumis.

## Notre classe est entrée en lutte.

Notre classe répond fermement à la guerre sociale déclenchée par la Troïka, bien qu'avec des disparités d'un pays à l'autre. Les mobilisations du 15 octobre ont constitué un pic sur la voie de journées d'action coordonnées à l'échelle nationale et internationale.

À cette date, des milliers de jeunes et de travailleurs sont descendus dans la rue contre les effets de la crise en criant que ceux d'en haut « ne nous représentent pas ». Dans de nombreux endroits, comme à New York, les slogans et les objectifs de la lutte du 15 octobre avaient, plus que dans le passé, un caractère anticapitaliste et contre le capital financier. Les grandes banques, les sièges des organisations internationales et les parlements se trouvaient dans la ligne de mire des manifestants. Il y a là une évolution encourageante dans le niveau de conscience du mouvement. Il faut maintenir la mobilisation de ces secteurs et continuer à ajouter de plus en plus de travailleurs aux protestations. Il est crucial aussi de pouvoir unifier les luttes et les grèves



*Di Rupo, Sarkozy et Barroso*



des travailleurs, actifs ou au chômage, avec les luttes de la jeunesse qui se voit, à juste titre, sans avenir.

À cet égard, nous voulons mettre l'accent sur une évolution très positive. En Grèce, à la fin du mois d'octobre, il y a eu une nouvelle grève générale impliquant plus de 250 000 personnes. Début de novembre, comme message de « bienvenue » au nouveau gouvernement de la Troïka, les jeunes et les travailleurs grecs sont redescendus en masse dans la rue pour lutter contre les plans que Papademos, c'est-à-dire la Troïka, tente d'imposer.

En Italie, le 17 novembre, le jour même où Monti demandait au Sénat le « vote de confiance » pour son gouvernement fantoche du secteur bancaire international, des étudiants et certains syndicats protestaient, dans 60 villes à travers le pays, contre les coupes et les plans annoncés. Les manifestants dénonçaient avec insistance le « gouvernement des banques » ainsi que les mesures d'austérité présentées par le nouveau gouvernement « pour sortir de la crise ». À Rome, à Milan, à Turin et à Palerme, plus de 10 000 manifestants affrontaient la police.

À Milan, le cri était : « Ni Berlusconi, ni Monti ». À Florence, les étudiants soulevaient des bannières avec des slogans contre le nouveau cabinet « technocrate » : « Cochon de Monti, serf du capitalisme ! » ; « La crise à eux, l'argent à nous ! ».

En Espagne un appel à la grève des travailleurs de la santé publique, secteur en cours de démantèlement, fut lancé. D'autre part, les travailleurs de l'éducation et les étudiants continuent à se battre après une journée de grève le 17 novembre.

Au Portugal, un appel à la grève générale pour le 24 novembre est lancé. En Angleterre, le TUC (le Congrès des syndicats, la centrale unique du pays) a décidé d'appeler à une grève générale pour le 30 novembre contre les attaques envers la classe ouvrière britannique, notamment contre les coupes dans les retraites.

Outre-Atlantique, et comme reflet de toutes ces luttes, des milliers de

personnes ont occupé *Wall Street* et le pont de Brooklyn aux États-Unis, en criant : « Nous sommes les 99 % ». Là aussi, le 14 novembre, la police de New York a expulsé violemment les gens du Zuccotti Park, équivalent new-yorkais de la « Puerta del Sol » ou de la « Place Tahrir ». À l'occasion de cette intervention de la police, des milliers de personnes se sont réunies avec des pancartes qui disaient : « Ils peuvent nous priver d'une Place, mais pas d'une idée ». La journée du 17 a été surnommée « la journée de l'action » et il y a eu une journée de luttes et de mobilisations à l'échelle nationale. À New York, plus de 30 000 manifestants, dont des étudiants et des



syndicalistes, se sont rassemblés sur le pont de Brooklyn pour marcher vers la ville et bloquer *Wall Street*. Malgré la répression policière, le mouvement se développe aux cris de : « Nous sommes les 99 % » ; « Occuper Wall Street » ; « Occuper l'Alaska » ; « Occuper Los Angeles » ; « Nous sommes imparables » ; « C'est le début du début » ; « Un autre monde est possible »...

### Quelles sont l'issue et la politique ouvrière face à la crise et aux attaques ?

La classe ouvrière et les peuples d'Europe, confrontés à cette crise et à cette guerre sociale, doivent y répondre en ce qui concerne le programme (une issue concrète à la crise), les luttes et l'organisation.

Tout d'abord, face aux plans de faim, de misère et de « sauvetage » (des capitalistes et des banquiers sangsues), il faut avancer un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple. Ce doit être la réponse politique, idéologique

et programmatique à l'échelle continentale, qui doit prendre les contours appropriés et spécifiques dans chaque pays.

L'essentiel est d'avoir conscience que ce n'est qu'en combattant à mort pour un plan de sauvetage de notre classe, que nous pouvons contrer les plans de guerre sociale de l'UE-FMI-BCE contre les travailleurs et les peuples d'Europe.

Le plan de sauvetage doit prendre comme point de départ le non-paiement de la dette intérieure et extérieure aux usuriers et aux brigands de la Troïka, la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, l'investissement dans les services publics afin de défendre l'éducation et la santé publique, et un plan de travaux publics et sociaux au service des peuples. À cet égard, pour garantir toutes ces mesures, il ne suffira pas de rejeter les privatisations. Il faudra également exproprier et nationaliser – sous contrôle ouvrier – l'ensemble du système financier. Il faudra contrôler les capitaux et instaurer le monopole du commerce extérieur. Il faudra sortir de l'euro et rompre avec

l'Union européenne du capital. Nous luttons pour un gouvernement des travailleurs et du peuple, qui met en œuvre ces mesures dans la perspective d'une Europe pour les travailleurs et les peuples, c'est-à-dire les États Unis Socialistes d'Europe.

Avec quelle politique menons-nous le combat pour imposer notre plan de sauvetage ? Il s'agit là d'un problème crucial et nous soutenons fermement que le premier pas, indispensable, est de promouvoir et d'unifier les luttes de tous les secteurs contre les attaques de la Troïka et ses gouvernements fantoches. Nous devons serrer les rangs contre les plans de misère et de faim des banquiers et des capitalistes.

Il est très important de maintenir et d'accélérer la dynamique ouverte par les mobilisations massives du 15 octobre. Il est urgent de transformer l'indignation en action organisée, en réponses politiques énergiques qui peuvent tordre le bras aux injonctions

de la Troïka et de ses agents dans tous les pays européens, unifiant les luttes des secteurs syndicalisés avec celles des jeunes indignés. En ce sens, il faut suivre l'exemple de l'unité entre les étudiants et les syndicalistes d'*Occupy Wall Street*. Il est essentiel de coordonner les actions et les grèves parmi les travailleurs, les chômeurs, les étudiants et les immigrants, puisque tous ces secteurs subissent les conséquences des plans de misère et sont confrontés aux mêmes ennemis politiques. Ces luttes dans chaque pays doivent mener à la grève générale pour vaincre les plans d'ajustement.

La politique unitaire à l'échelle nationale doit servir à l'unification des combats dans **une journée de grève européenne en défense des droits, des salaires et des retraites**. Il est impératif de faire cet appel de sorte que les luttes qui ont lieu dans différents pays se renforcent mutuellement et que nous puissions porter un coup à la Troïka-Merkel-Sarkozy-Obama.

Mais pour faire avancer les luttes nationales et réaliser une journée de grève européenne contre les plans de la Troïka, nous devons affronter les bureaucraties syndicales et politiques, qui se mettent, plus ou moins ouvertement, du côté de l'Europe du capital et qui soutiennent les gouvernements et les plans d'ajustement imposés par la Troïka, ce qui entrave les luttes de notre classe. En ce sens, nous devons formuler des exigences claires aux dirigeants syndicaux, aux partis réformistes et à la direction des Indignés, dans le sens de promouvoir les luttes unitaires. Si la pression leur fait accepter les exigences, le combat en sera renforcé, et s'ils s'y opposent, nous les aurons démasqués pour des secteurs importants de notre classe.

En même temps que nous dénonçons la politique et les concepts de secteurs tels que *Démocratie Réelle Maintenant* – qui s'orientent vers une perspective au sein du système en essayant de le réformer et qui s'opposent à tout type d'organisation syndicale

et politique de la jeunesse et des travailleurs – nous devons leur adresser les exigences mentionnées sans pour autant abandonner ni une minute la promotion de la lutte en cours, expliquant patiemment de quoi il s'agit et appelant les travailleurs, les jeunes et le peuple à se battre pour une issue ouvrière à la crise. Et pour cela, il faut poser la question du pouvoir pour la classe ouvrière. C'est ainsi que nous allons construire, dans le feu du combat et dans la lutte programmatique, la direction révolutionnaire de notre classe.

Secrétariat international de la LIT-QI  
São Paulo, le 21 novembre 2011



## Egypte

### La Place exige le départ de la Junte militaire

**La révolution en Égypte ne s'arrête pas**

Le cri de centaines de milliers d'Égyptiens résonne : « *Il faut achever la révolution !* » Le Caire, Alexandrie, Suez... se déchaînent à la chaleur de la lutte d'un peuple qui défend bec et ongles ses conquêtes et qui se bat pour avancer sur le chemin de sa libération totale. Il en est ainsi parce qu'aucun des problèmes fondamentaux du peuple égyptien n'a été résolu : tant le chômage que leurs conditions de vie se maintiennent dans un état dramatique et insupportable.

L'emblématique Place Tahrir, depuis le 18 novembre dernier, est le centre de manifestations de masse qui exigent le départ de la Junte militaire qui remplaça le dictateur Hosni Moubarak, le 11 février, au terme de 18 jours héroïques de protestations intenses. Cette nouvelle vague de manifestations a commencé lorsque la Junte militaire, qui se fait appeler *Conseil suprême des forces armées* (CSFA), a publié une *Déclaration de Principes* de la

nouvelle Constitution, par laquelle ils ont l'intention d'accorder des pouvoirs illimités aux militaires.

Dans un premier temps, ce furent les Frères musulmans eux-mêmes qui appelèrent à des manifestations, puis celles-ci augmentèrent rapidement en nombre (des centaines de personnes

sont descendues dans la rue en plusieurs villes du pays) et en radicalité. Le bilan de la répression brutale, au moment d'écrire ces lignes, s'élevait à plus de 38 morts et plus de 2000 blessés. La situation est à ce point au rouge que la pression populaire obtint la démission du gouvernement provisoire,



qui avait été nommé directement par la Junte, emmené par l'ex-Premier ministre Essam Sharaf.

Cependant, la jeunesse, les travailleurs et le peuple égyptiens ne s'arrêtèrent pas là. La Place se dégoûta des manœuvres et des mensonges. La Place perdit patience et confiance dans les trêves. La Place exige que la Junte militaire quitte le gouvernement à son tour, de la même manière qu'elle écarta le tyran pro-impérialiste Moubarak. **Les masses contre l'agenda politique de « transition » de la Junte**

Les Égyptiens sont en train d'exprimer de la meilleure manière – en descendant dans la rue – qu'ils ne veulent pas de ce projet de « transition » politique proposé par les militaires.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantawi, qui fut ministre de la Défense de Moubarak pendant 20 ans et qui dirige actuellement la Junte, s'était engagé à garder le pouvoir pour une période de six mois seulement, jusqu'à l'élection d'un parlement constituant et d'un nouveau gouvernement issu des élections. Cependant, les élections législatives ne furent pas convoquées pour septembre mais pour le 28 novembre, sous un système aussi confus qu'antidémocratique (une élection par étapes qui s'étendrait jusqu'en janvier 2012). En ce qui concerne la date de l'élection présidentielle, les militaires commencèrent à parler de 2012 ou même de 2013, mais en raison de la protestation, ils se virent obligés de fixer une date en juin prochain.

En ce sens, ce qui déclencha l'indignation des masses, ce fut le projet antidémocratique des militaires. Ceux-ci annoncèrent dans la *Déclaration des principes* leur intention de s'imposer comme « garants de la Constitution » après les élections. Cette « protection constitutionnelle », qu'offre la Junte, consiste à refuser toute souveraineté politique au futur parlement. Cette *Déclaration* stipule que les membres du CSFA continuent d'agir comme « arbitres », usant d'un pouvoir de veto sur n'importe quel article de la future Constitution avec lequel ils ne seraient pas d'accord, et en jouissant de l'entière liberté d'établir leur propre budget en secret.

Non sans raison, comme on le voit, les masses continuent à lutter. La haine et la lassitude envers le gouvernement



*Marche des femmes qui protestent contre le répression de la junte, arborant une photo diffusée sur internet.*

militaire ont augmenté de jour en jour, démontrant que la révolution fait de grands progrès, si l'on considère qu'au moment de la chute de Moubarak, il existait parmi les masses un fort niveau de confiance en l'armée en tant qu'institution.

Avec ces derniers jours, neuf mois plus tard, l'expérience politique ébranla cette confiance en l'armée. Durant cette période, toutes les initiatives prises ou annoncées par la Junte se sont heurtées aux aspirations d'un peuple qui est en train de démontrer qu'il n'est pas prêt à brader sa révolution. Parmi les déclarations que recueillit le quotidien *El Pais*, un travailleur égyptien du nom d'Oussama s'exprime à propos du gouvernement militaire : « *Ce sont des voleurs, les mêmes qu'avant.* » Un autre, appelé Saad, soutient les manifestations parce qu'il pense que « *Tantawi n'a rien à offrir.* » Il continue en disant : « *Si quelqu'un d'inconnu gouvernait, je pourrais lui faire confiance, mais en l'armée ? Je la connais. Je veux quelque chose de mieux pour mon jeune fils.* » Adel, un enseignant, condamne : « *S'ils veulent s'accrocher au pouvoir, qu'ils se préparent. Les gens connaissent le chemin vers Tahrir.* »

L'irritation a monté d'un cran avec la nomination de Ganzuri Kamal, ex-ministre de Moubarak, comme nouveau chef de cabinet, et l'indignation sur la Place n'a fait que croître. Elle s'est encore accentuée lorsque le porte-parole de la Junte parût à la télévision et, avec tout le cynisme du monde, « demanda

des excuses à la nation », réaffirmant la convocation des élections pour le lundi 28. Mais le peuple égyptien en a assez. Aucune crédibilité n'est plus à laisser aux promesses de la Junte.

Nous, la LIT, nous soutenons sans réserve la lutte du peuple égyptien pour renverser la Junte militaire pro-impérialiste qui réprime le peuple et l'enfonce dans la faim. Nous dénonçons catégoriquement la répression brutale de ce gouvernement contre la jeunesse et la classe ouvrière égyptiennes, qui descendent dans la rue pour exiger des libertés et des garanties démocratiques. De même, nous rejetons les tentatives de trahir la lutte à travers des pactes et des négociations que les Frères musulmans et d'autres secteurs sont en train de mener avec la Junte de Tantawi.

La lutte intense, sublime et résolue que nous voyons à l'œuvre sur l'emblématique Place Tahrir fait partie intégrante de l'ensemble du processus révolutionnaire qui se vit en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ; elle en est la continuité. La victoire du peuple égyptien sera la victoire de toute cette région. La victoire du peuple égyptien sera une victoire pour toute la classe ouvrière du monde.

Secrétariat International de la LIT-QI  
le 25 novembre 2011

Portugal, le 24 novembre

## La grève générale a mobilisé la population contre la Troïka et le gouvernement

Décidément, le pays fut à l'arrêt bien au-delà des prévisions du gouvernement.

La crainte du licenciement, dans un contexte d'insécurité élevé de l'emploi et de hausse du chômage, a empêché beaucoup de gens de rejoindre la protestation, mais de toute façon, la grève a eu un soutien massif de la part de

ces travailleurs et de la population en général.

Les perturbations importantes dans les ports, les aéroports, les trains, les bus, la collecte et le traitement des ordures, les usines, les écoles, les universités et les hôpitaux ont été accompagnées de concentrations et de manifestations dans tout le pays. A

Lisbonne, les 7000 personnes de la Marche promue par la *Plate-forme 15 Octobre* ont rejoint les 4000 de la CGT en face du Parlement.

La manifestation a montré que la principale faiblesse de la résistance à la Troïka n'est pas la réticence à se battre, mais la réticence de ceux qui doivent convoquer à la lutte.

Angleterre, le 30 novembre

## Deux millions de fonctionnaires en grève

Cette grève est une première depuis l'époque de Margaret Thatcher, il y a trente ans. Elle a été accompagnée par plus de mille manifestations dans tout le pays : 50 000 à Londres, 30 000 à Manchester, 20 000 à Bristol, 15 000 à Liverpool. En dépit des efforts du gouvernement pour opposer les travailleurs du privé à ceux du public,

cent mille travailleurs se sont mobiliser à la base pour couronner cette journée de succès.

Le gouvernement sonne l'alerte : « *Si nous répétons les erreurs du passé [de la crise des années 1930] et si nous ne faisons pas les ajustements nécessaires à temps, nous aurons les mêmes malheurs.* » Mais pour les travailleurs,

les malheurs sont là : une attaque brutale au régime des pensions, pertes d'emplois, coupes dans les services publics, privatisation dans l'enseignement et la santé, la queue des chômeurs qui s'allonge...

La classe ouvrière anglaise montre qu'elle n'est pas disposée à payer pour la crise.

## Les leçons de la Grèce :

*Seule une grève générale pour renverser le gouvernement et promouvoir une alternative de pouvoir peut mener à la victoire dans la guerre sociale contre le peuple grec.*

« *Notre façon de vivre, de travailler, de consommer et d'organiser nos vies s'est terminée hier.* » Voilà ce que disait le quotidien progouvernemental grec *Ta Nea* en mai, quand le gouvernement « socialiste » de Papandreou a fait approuver au Parlement, en pleine révolte du peuple grec, un nouveau « plan d'ajustement » encore plus brutal (qui a d'ailleurs été suivi encore par deux autres).

La crise du système capitaliste, centrée actuellement en Europe, est si profonde qu'on ne peut la comparer qu'avec la Grande Dépression mondiale qui a suivi la crise de 1929. Pour le capitalisme, il n'y a pas d'autre façon de sortir de la crise qu'en détruisant massivement des moyens de production et des millions d'emplois. C'est la seule façon de récupérer le taux de profit, la raison d'être de ce système irrationnel, anarchique et obsolète.

Lors de la Grande Dépression de 1929, la sortie de crise n'est venue qu'après une Guerre mondiale, après la destruction de pays, d'usines et d'infrastructures et le massacre de

plus de 50 millions de personnes. Actuellement, nous n'avons pas une troisième Guerre mondiale, mais une guerre sociale de proportions énormes, une guerre qui veut balayer de fond en comble « l'Etat providence » et nous faire reculer de 60 ans. Ils sont prêts à tout pour appliquer les plans d'ajustement

La crise est si profonde que les gouvernements de l'UE, qu'ils soient « sociaux-démocrates » ou de droite, ne disposent plus de marge de manœuvre pour supprimer, atténuer ou même retarder les plans d'ajustement. Ils ne peuvent pas faire des concessions, car s'ils le font, tout le plan de la zone euro et l'UE menace de s'effondrer. Ils sont prêts à tout pour imposer les plans.

La Grèce est le meilleur exemple : les travailleurs ont fait huit grèves générales en 2010 et cinq en 2011, deux d'entre elles de 48 heures. Il y a quelques années, une mobilisation beaucoup plus faible aurait obtenu des succès importants. Maintenant, la situation est très différente. Il devient beaucoup plus compliqué de faire

reculer le gouvernement et de mettre en échec les plans de la Troïka car il ne suffit plus de mettre en oeuvre une grève générale de 24 heures (ou plusieurs) pour « protester » contre le gouvernement. Il faut une grève générale indéfinie, visant directement à renverser le gouvernement et à avancer une alternative de pouvoir et imposer un programme alternatif.

Ce programme doit être basé sur le non-paiement de la dette publique (et par conséquent, la sortie de l'euro et de l'UE), accompagné de mesures élémentaires d'autodéfense telles que l'expropriation des banques et des secteurs stratégiques, le contrôle des mouvements de capitaux et le monopole du commerce extérieur. Ce sont des mesures nécessaires pour réorganiser l'économie au service de la grande majorité et qui vont de pair avec l'organisation de la lutte unifiée avec la classe ouvrière de l'ensemble du continent, car ce n'est que dans une Europe unie des travailleurs que nous pouvons trouver une solution aux problèmes.

